

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 1035 par M. MacEwan—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel organisme ou service de l'État a perfectionné le dispositif anti-sous-marin connu sous le nom de sonar à profondeur variable?

2. Quand a-t-on muni de ce dispositif les navires de la Marine royale du Canada pour la première fois?

3. Comment le sonar à profondeur variable se compare-t-il avec de semblables dispositifs anti-sous-marins utilisés par d'autres marines?

4. Quelle société fabrique ce dispositif?

5. Quels sont les noms des sous-traitants qui fabriquent ce dispositif?

6. Le gouvernement a-t-il tenté, par l'entremise du ministère de la Production de défense, de vendre le sonar à d'autres pays de l'OTAN? Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms de ces pays et quels résultats a-t-il obtenus?

7. Le gouvernement, par l'entremise du ministère de la Production de défense, continue-t-il à s'efforcer de vendre d'autres sonars aux pays de l'OTAN? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces pays?

*Question n° 1037 par M. Brewin—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A-t-on reçu des Nations Unies ou de l'un de ses organismes des demandes de contribution canadienne au titre de l'aide aux pays étrangers, équivalente à 1 p. 100 du revenu national? Dans le cas de l'affirmative, quelle a été la teneur de la réponse du gouvernement?

2. Les Nations Unies ou l'un de ses organismes ont-ils fait connaître au gouvernement du Canada les buts qu'ils s'étaient récemment proposés en vue d'une période de développement de dix ans? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces buts et quelle attitude le gouvernement canadien a-t-il adoptée à cet égard?

3. Le gouvernement a-t-il reçu de l'Agence des États-Unis pour le développement international des demandes d'augmentation des dons accordés au titre de l'aide économique aux pays sous-développés?

4. L'Organisation de coopération et de développement économiques a-t-elle exhorté le Canada à faire une nouvelle évaluation de son programme d'aide? Quelle mesure, s'il y a lieu, le gouvernement a-t-il adoptée à cet égard?

5. D'autres institutions ou spécialistes en aide économique, étrangers au Canada, ont-ils demandé au Canada d'augmenter ses dons aux pays sous-développés? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces spécialistes ou ces institutions ou la nature de leurs demandes?

M. Green, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1041 par M. Laing—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Relativement à la propriété communément appelée l'aéroport de Boundary Bay, a) quelle est l'étendue de cette propriété, b) quel est le nombre (i) d'aérogares, (ii) des autres installations permanentes, situées sur cette propriété, c) quelle somme globale en a-t-il coûté en frais de premier établissement à l'égard du terrain, des édifices et des pistes d'envol depuis 1940, d) combien y a-t-on aménagé de milles de pistes d'envol de béton et d'asphalte, e) les pistes d'envol peuvent-elles encore servir aux avions de type et de poids pour lesquels on est à aménager l'aéroport de Pitt Meadows, f) à quelles fins servent présentement (i) le terrain, (ii) les aérogares, (iii) les autres installations perma-